



Ce gouvernement est responsable de la catastrophe sanitaire, il devra rendre des comptes !

Pour la FSU 09 il n'y a pas d'autre urgence aujourd'hui que celle de mettre tout en œuvre pour sauver des vies. Cette crise sanitaire montre que les activités vitales dans une société ne sont pas celles promues par Macron et sa « start up nation ». Cette crise montre que les personnes qui comptent dans le pays ne sont pas les « premiers de cordée », mais des hommes et plus souvent encore des femmes qui travaillent au service des autres, pour des salaires souvent inversement proportionnels à l'importance sociale de leur métier. Cette crise montre plus que jamais que les services publics et la Sécurité Sociale sont indispensables au bien-être des populations.

Cette crise sanitaire est le résultat d'un choix de société

Il est temps d'en finir avec les logiques de profit qui ont guidé les politiques austéritaires et la privatisation de pans entiers des services publics. L'Hôpital public est exsangue, ses personnels se sont battus des mois durant pour se faire entendre mais en vain. Aujourd'hui on peut mesurer combien les politiques libérales qui l'ont ainsi mis à genou sont criminelles. La reconnaissance par le président de la République de l'importance des services publics ne trompe personne tant ce discours de circonstance est contredit par toute sa politique.

Et même à l'heure de la crise force est de constater qu'au-delà des discours de façade c'est encore une fois la logique économique et budgétaire qui reste la boussole gouvernementale. Le pouvoir a fait la preuve de son incurie en n'anticipant pas l'arrivée de la pandémie qui n'avait pourtant rien d'imprévisible. Pire, la communication du gouvernement n'a été qu'une succession de mensonges quant à l'approvisionnement des moyens de protection. Le pays s'est ainsi trouvé dépourvu de tests de dépistage, de masques de protection, de matériel de réanimation, obligeant à recourir à tous les expédients possibles. C'est ainsi par exemple que l'Éducation nationale récupère tous les masques qu'elle possède pour les donner à l'Hôpital public, ce qui en soi est une bonne chose, mais refuse de ce fait d'en fournir à ses personnels qui accueillent les enfants de soignant-es, en leur expliquant qu'ils ne sont pas utiles car les enfants ont une charge virale bien plus faible que celle des adultes... et pourtant le décès tragique d'une adolescente de 16 ans vient mettre à mal cette affirmation ! Ceci au risque de voir se propager le virus aux enfants des personnes qu'on entendait précisément protéger et maintenir au travail.

Les personnels soignant-es quant à eux ne sont pas systématiquement dépisté.e.s et certain.es travaillent malades.

Les salarié.e.s ne sont pas des soldats à sacrifier

Les soignant-es, les enseignant-es, et tous les agents des services publics en général ne comptent pas leur efforts car ils et elles sont convaincu.e.s d'être au service de l'intérêt général à l'heure du danger. Mais il est intolérable d'exiger d'eux d'assurer leurs missions au prix de leur santé, voire de leur vie.

Le confinement est une nécessité indiscutable, ce pourquoi il doit s'imposer à toutes les activités non indispensables. Il est intolérable d'obliger des salarié.e.s à s'exposer pour poursuivre des chantiers de construction ou produire des avions, comme il est intolérable de placer la santé publique derrière les impératifs économiques en multipliant les exceptions au confinement.

Le Président adopte une posture martiale totalement déplacée face à une pandémie, et en appelle à l'union sacrée. Le pouvoir, aiguillonné par un MEDEF toujours à l'offensive, se sert de ce discours guerrier pour mettre en place avec la loi d'Urgence sanitaire, une machine à casser les droits des salarié.e.s. Si guerre il y a, c'est encore et toujours la guerre des possédants pour ne pas perdre leurs profits contre les salarié.es et les plus démunis.es qui devront payer en plus d'être les premières victimes. Nous dénonçons cette volonté gouvernementale d'utiliser la crise sanitaire pour imposer des reculs sociaux et démocratiques sans précédents.

La lutte doit reprendre afin de retrouver l'espoir d'un avenir sain et serein pour toutes et tous

Cette crise sanitaire révèle la faillite d'un système économique prédateur et mortifère pour les humains comme pour la planète. Les forces qui militent pour une société juste et solidaire, où l'économie est enfin mise au service des besoins sociaux et environnementaux, doivent reprendre la lutte dès que possible et l'amplifier pour imposer un changement radical de modèle de société. Il faut dès maintenant réfléchir aux conditions permettant aux salarié.e.s de se mettre dans l'action pour empêcher celles et ceux qui nous ont entraîné.e.s dans cette catastrophe de continuer à sévir. Nous devons imposer l'abandon des contre-réformes qui détruisent les solidarités et mettent en péril nos vies. Il n'y aura pas de retour à la « normale », tous les possibles sont ouverts, tout dépend de nous.